

Direction des ressources humaines

Campagne d'emplois 2022

RECRUTEMENT ENSEIGNANT CHERCHEUR MCF 01

ETABLISSEMENT : Avignon Université

COMPOSANTE : - UFR ip Droit Economie Gestion

UNITE DE RECHERCHE : LBNC EA 3788

Localisation géographique du poste : Campus Hannah Arendt – Centre-ville

INFORMATIONS GENERALES SUR LE POSTE :

Section(s) CNU : 01

Nature du poste : MCF

Article de publication :

Etat de l'emploi : vacant ou susceptible d'être vacant

PROFIL DE PUBLICATION

(Limité à 2 lignes et 200 signes, espaces compris)

Droit du numérique – Droit pénal.

PROFIL ENSEIGNEMENT

Département d'enseignement : Département Droit

Nom du directeur du département : Bérengère GLEIZE

Enseignement :

La personne recrutée a vocation à assurer des enseignements de droit pénal et de procédure pénale, en licence et en Master Droit, ainsi qu'à l'Institut d'études judiciaires (DU pré-capa). Elle assurera également des enseignements de spécialité en droit du numérique au sein du Master Droit et numérique et du Master Gouvernance des données.

Activités complémentaires :

Il est attendu du futur collègue un investissement significatif dans l'équipe pédagogique et dans l'encadrement des étudiants. Il devra participer à la mise en place des nouveaux cursus universitaires (NCU) en licence et s'investir dans l'innovation pédagogique. Il sera appelé à prendre des responsabilités pédagogiques et devra à ce titre avoir une bonne connaissance du fonctionnement de l'université et de ses composantes.

PROFIL RECHERCHE

Laboratoire : Laboratoire Biens, Normes et contrats.

Code unité : EA 3788

Nom du directeur de l'unité de recherche : Emmanuel Netter

Compétences particulières requises :

Justifier de travaux et de projets de recherche en droit du numérique

Recherche :

Les recherches du candidat au sein du Laboratoire Biens, Normes et Contrats (LBNC, EA 3788) porteront sur le droit du numérique. Il pourra s'agir de droit des données à caractère personnel (conformité RGPD en général, obligations des responsables de traitement, droit des personnes concernées, circulation des données hors Union européenne...), de e-commerce (droit commun des contrats, droits des contrats spéciaux et droit de la consommation appliqués aux transactions en ligne, signatures électroniques et preuve, *blockchain*, *smart contracts*, crypto-monnaies), d'information en ligne (sanctions pesant sur les utilisateurs et les plateformes en matière de haine en ligne ou d'informations trompeuses...), de richesses immatérielles (propriété intellectuelle, actifs financiers dématérialisés...), du renouvellement des intermédiations commerciales et des formes de travail par les plateformes en ligne.

Activités complémentaires :

Une ouverture à l'interdisciplinarité serait fortement appréciée. À l'intérieur du laboratoire, elle prendra la forme de projets menés conjointement avec des chercheurs en science politique ou en économie. Dans le cadre de la Fédération de recherche Agorantic, dont le LBNC est membre, d'autres disciplines, comme l'informatique, sont susceptibles d'être mobilisées.

Moyens (*humains, matériels, financiers et autres se rapportant à l'unité de recherche et au département*)

Le département Droit regroupe 14 enseignants chercheurs (8 en droit privé, 5 en droit public et un en histoire du droit), 3 enseignants contractuels et une trentaine d'intervenants extérieurs. Sur le plan pédagogique, la personne recrutée pourra profiter des services de la Mission Appui à la Pédagogie Universitaire et Innovante.

Le Laboratoire Biens, normes et contrats a vocation à accueillir les recherches du candidat au sein de son axe « Sociétés numériques, travail politique et démocratie numérique ». Il compte actuellement 23 membres couvrant les champs du droit privé, du droit public, de la science politique, de l'économie et des sciences de gestion.

La personne recrutée disposera d'un bureau, d'un poste de travail informatique, d'un environnement numérique de travail, d'une bibliothèque, d'une salle de travail partagée, ainsi que des moyens généraux affectés aux chercheurs de l'établissement.

Elle bénéficiera d'une décharge d'enseignement la première année de son recrutement.

Autres informations :